

No: XXXV.

JOURNAL GÉNÉRAL

DE LA COUR ET DE LA VILLE,

CONTENANT tout ce qui est décidé à l'Assemblée Nationale, à l'Hôtel-de-Ville de Paris, dans les Districts, & les Nouvelles authentiques de la Province, ainsi que des Anecdotes intéressantes.

Du Vendiedi 23 Octobre 1789.

Discours de M. le Président de l'Assemblée Nationale au Roi & à la Reine, & Réponses de Leurs Majestés.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

QUATRIEME SÉANCE A LA SALLE DE L'ARCHEVÊCHÉ.

Du Jeudi 22 Octobre.

Demande du retour de M. le Duc d'Orléans devant l'Assemblée Nationale, — Vieillard de 120 ans, M. m. natif du Mont - Jura, admis aujourd'hui à l'Assemblée Nationale. — Décret concernant l'affaire de Tréguier en Bretagne, &c. &c.

Après la lecture du Procès-verbal de la veille. M. le Président a annoncé que le Roi avoit accordé sa sanction à la Loi Martiale, mais qu'il ne s'étoit pas encore occupé de l'article du Décret qui attribue au Châtelet le droit de juger provisoirement & en dernier ressort les crimes de lèse-Nation.-La députation des Citoyens domicilies des Isles a ensuite été admise; son Orateur a prononcé un très-beau Discours, où il a peint les vexations que les Colons blancs continuent d'exercer sur les Citoyens de couleur : il a terminé son Discours par l'offre, au nom de ceux pour qui il portoit la parole, d'abandonner, des ce moment, à l'Etat, le quart de leur revenu qui se monte à 6 millions, & en outre un cautionnement de la sixieme partie de leurs biens, pour l'acquit de la dette publique. — M. le Président a annoncé ensuite qu'un Vieillard de 120 ans, qui a vu une partie du régne de Louis XIV, desiroit être présenté à l'Assemblée : il est natif du Mont-Jura; cette origine l'a encore rendu plus intéressant à l'Assemblée, qui a déclaré unanimement qu'elle consentoit à ce qu'il se présentat demain devant elle. - M. le Baron de Menou a demandé à parler avant l'ordre du jour; il a inssté pour que M. le Duc d'Orléans revînt à Paris rendre compte de

fa conduite à l'Assemblée. M. de Liancourt a représenté que les bruits vagues, répandus contre M. le Duc d'Orléans, ne pouvant être regardés comme des accusations, l'Assemblée ne devoit pas y attacher de l'importance; il a été décidé qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

— On est ensuite venu à l'ordre du jour; il s'agissoit d'examiner la seconde condition de l'éligibilité de diverses Assemblées du corps politique. Il a été décidé qu'on ne pourroit être élu qu'à 25 ans accomplis, & que les mots âgé de vingt-cinq ans accomplis, se que les mots âgé de vingt-cinq ans accomplis, se que les mots âgé de vingt-cinq ans accomplis, se que les mots âgé de vingt-cinq ans accomplis, se que les mots âgé de vingt-cinq ans accomplis, se que les mots âgé de vingt-cinq ans accomplis, se que les mots âgé de vingt-cinq ans accomplis, se que les mots âgé de vingt-cinq ans accomplis parce que les majorités ne sont pas les mêmes dans les diverses Coutumes.

On a ensuite examiné la troisieme condition de l'éligibilité. Sur les diverses propositions qui ont été faites à cet égard, un Meinbre a fait voir que les Habitans de la campagne seroient impunément vexés, s'il étoit permis à ceux des Villes de s'élire un domicile dans les endroits où ils auroient des propriétés, mais où ils n'habiteroient pas. Qu'au contraire, en les privant de ce domicile d'élection, ce sera les obliger à habiter la campagne, & par conséquent à favoriser l'agriculture. Cette proposition, après avoir été combattue, a été adoptée avec l'amendement de substituer aux mots domicilié dans le canton, ceux-ci, domicilié de fait dans l'arrondissement de l'Assemblée primaire. - O a passé ensuite à la quatrieme condition, qui, après avoir souffert plusieurs discussions, a été adoptée telle que le Comité de Constitution Mmii

l'avoit proposée. Il n'en a pas été de même de la cinquieme condition; elle a été ajournée à demain. — On a enfin examiné l'affaire de Tréguier. Il a été décrété à ce sujet, 1° que M. le Président enverra des Lettres circulaires aux diverses Municipalités des Dioceses, pour les prévenir contre les projets incendiaires des ennemis de la Nation, & les ramener à la constance due à l'Assemblée Nationale;

2°. Que M. le Président se retirera devers le Roi, pour supplier Sa Majesté d'ordonner aux agens du pouvoir exécutif, dans le diocese de Tréguler, d'employer tous les moyens qui sont en eux pour y ramener le calme.

3°. Que le Mandement de l'Evêque de Treguier sera envoyé au Tribunal chargé provisoirement de juger les crimes de lesc-Nation.

— Un Membre du Clergé n'a pas réussi à beaucoup près à justifier l'Evêque de Treguier, par l'apologie ridicule qu'il en a faite. Le projet de Décret du Comité des Rapports a été adopté presqu'entierement

Discours de M. le Président de l'Assemblée Nation nale au Roi, le 20 Octobre, au soir.

L'Assemblée Nationale à promis de s'unir inséparablement à Votre Majesté. Appelée près de vous par son amour, elle vient yous offrir l'hommage de son respect, & de son immuable affection.

L'affection du peuple François pour son Monarque, sembloit ne pouvoir s'accroître depuis ce jour mémorable où sa voix vous proclamat le Restaurateur de la Liberté. Il lui restoit, Sire, un titre plus touchant à vous donner, celui du meilleur ami de la Nation.

Henry IV l'obtint des Habitans d'une Ville fameuse dans laquelle il avoit passé une partie de sa jeunesse; & les monumens de l'Histoire nous apprennent qu'il signoit de ces mots, voire meilleur ami, les Lettres qu'il seur écrivoit avec une affabilité incomparable. (Lettres de Henry IV, aux Rochelois.)

Ce titre, Sire, c'est la France entiere qui vous le doir. On a vu Votre Majesté ferme & tranquille au milieu des orages, prendre pour elle seule la chance de tous les hasards, essayer d'y soustraire, par sa présence & ses

soins, ses peuples attendris.

On vous a vu, Sire, renoncer à vos plaifirs, à vos délassemens, à votre goût, pour venir, au milieu d'une multitude inquiette, annoncer le rétour des jours de la paix, pour faire renaître l'espoir du calme, resserrer les nœuds de la concorde, & rallier les forces éparses de ce grand Empire.

Qu'il vous est doux, Sire, de recueillir les bénédictions dont vous environne un Peuple immense, pour vous en offrir l'honorable tribut. Nous y joignons l'assurance d'un zele toujours plus actif pour le maintien des Loix & pour la défense de votre autorité tutélaire.

Ces sentimens sont une dette de notre reconnoissance envers Votre Majesté. Ils peuvent seuls nous acquitter vis-à-vis de nos commettans, répondre à l'attente de l'Europe étonnée, & nous affurer les suffrages de la posterité.

Réponse du Roi.

Je suis satisfait de l'attachement que vous m'exprimez; j'y comptois, & j'en reçois les témoignages avec une grande sensibilité,

Discours de M. le Président de l'Assemblée Nationale à la Reine, le 20 Octobre, au soir.

MADAME,

Le premier desir de l'Assemblée Nationale, à son arrivée dans la Capitale, a été de présenter au Roi le tribut de son respect & de son amour. Elle n'a pu se défendre de céder à une occasion si naturelle de vous offrir ses fentimens & ses voeux. Recevez-les, Madame; permettez-moi de vous les expimer tels que nous les sormons, vifs, empresses & finceres. Ce seroit, Madame, avec une véritable satisfaction que l'Assemblée Nationale contempleroit un moment dans vos bras cet illustre enfant que les Habitans de la Capitale vont désormais regarder comme leur Concitoyen, le Rejetton de tant de Princes, tendrement chéris de leurs Peuples, l'Héritier de Louis IX, de Henri IV, de celui dont les vertus fonz l'espoir de la France. Il ne jouira jamais, non plus que les Auteurs de ses jours, d'autant de gloire & de prospérité que nous leur en souhaitons.

Réponse de la Reine.

Je suis touchée au-delà de toute expression des sentimens de l'Assemblée Nationale. Si j'eusse été prévenue de son intention, je l'au-rois reçue d'une maniere plus digne d'elle. Voici mon Fils. (La Reine a pris M. le Dauphin dans ses bras, & l'a porté dans les diverses parties du Sallon de Jeu où étoit l'Assemblée.)

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

MM. de la Commune viennent de faire, avec la Province de Picardie, un marché de cent mille septiers de bled pour l'approvisionnement de Paris, pendant un an, à compter du 13 de ce mois.

L'arrivage des farines du mercredi a été de 1000 sacs pour la Halle, & de 900 pour les Boulangers.

DISTRICTS.

Le District de Saint-André-des-Arcs, ému par l'exemple vraiment patriotique du District de Saint-Magloire, donne son adhésion à l'arrêté du District de Saint-Magloire, & consent à faire le sacrifice volontaire du quart de ses revenus aux besoins urgens de l'Etat.

Le District des Petits-Peres, sur les bruits dangereux qui s'étoient répandus dans Paris que les Boulangers ne pourroient plus fournir de pain au prix actuel, si les grains ne leur étoient vendus meilleur marché, a arrêté que les Boulangers de son arrondissement seroient rassemblés, asin qu'il leur sût démontré que leur devoir, seur patriotisme & seur sûreté, les engageoient à faire tous seurs essorts pour que le pain sût délivré au peuple dans la plus grande abondance possible, & au prix accoutumé. Le District s'engagera à solliciter, pour les Boulangers de son arrondissement, des indemnités s'il y a lieu.

Le District des Cordeliers a donné son adhésion à l'arrêté du District des Théatins, concernant la demande d'une formule particuliere de serment de sidélité à prêter par les Ministres du Roi. Il a semblé au District des Cordeliers que, quoique l'Assemblée Nationale eût décrété la responsabilité des Ministres, un serment seroit un lien qui pourroit les attacher d'une maniere plus intime aux intérêts de la Nation, & qu'il pourroit prévenir de terribles disgraces.

CE JOURNAL paroît tous les matins. Le prix de l'abonnement est de 4 liv. par mois pour Paris, & de 4 liv. 15 s. pour la Province, franc de port. Le Bureau est établi rue Percée Saint-André-des-Arcs, N°. 21. On recevra les Lettres & Avis, ainsi que les Anecdotes authentiques, Livres nouveaux & Estampes qu'on desirera faire connoître; mais il faudra affranchir les Lettres & Paquets.

Signe, BRUNE.

De l'Imprimerie de la Veuve HERISSANT, rue N.D.